

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-Allemands-a-genoux-et-les-Russes-dehors>

# Les Allemands à genoux et les Russes dehors

- Empire et Résistance - Ingérences, abus et pillages -

Date de mise en ligne : jeudi 23 mars 2023

## **Description :**

Diana Johnstone : Les Allemands à genoux et les Russes dehors. A propos de l'objectif de l'OTAN : « Garder les Russes à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands sous tutelle », phrase attribuée à Lord Hastings Ismay, secrétaire général de l'OTAN de 1952 à 1957 (...)

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**A propos de l'objectif de l'OTAN :** « *Garder les Russes à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands sous tutelle* », phrase attribuée à Lord Hastings Ismay, secrétaire général de l'OTAN de 1952 à 1957.

## Diviser pour régner est la loi éternelle de l'Empire.

Surtout, ne laissez pas les autres grands s'entendre. Maintenez-les à la merci les uns des autres. Il y a un demi-siècle, coincé dans une guerre du Viêt Nam impossible à gagner, le président Richard M. Nixon a suivi le conseil d'Henry Kissinger d'ouvrir des relations avec Pékin afin d'approfondir la division entre l'Union soviétique et la Chine

Les priorités ont évidemment changé. Il y a huit ans, l'analyste géostratégique privé le plus influent des États-Unis, George Friedman, a défini la priorité dominante actuelle du *divide et impera* étatsunien, à l'oeuvre en Ukraine.

« L'intérêt primordial des États-Unis est la relation entre l'Allemagne et la Russie, car unies, elles sont la seule force qui pourrait nous menacer », a expliqué Friedman.

L'intérêt principal de la Russie a toujours été d'avoir une zone tampon neutre en Europe de l'Est. Mais l'objectif US est de construire un cordon sanitaire hostile de la Baltique à la mer Noire, comme une barrière définitive séparant la Russie de l'Allemagne.

« La Russie le sait. La Russie pense que les États-Unis ont l'intention de briser la Fédération de Russie », a déclaré Friedman, ajoutant en plaisantant qu'il pensait que l'intention n'était pas de tuer la Russie mais seulement de la faire souffrir.

S'adressant à un groupe d'élite à Chicago le 13 avril 2015, [Friedman a noté](#) à propos de l'objectif de l'OTAN : « *Garder les Russes à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands sous tutelle* », phrase attribuée à Lord Hastings Ismay, secrétaire général de l'OTAN de 1952 à 1957.]que le commandant de l'armée US en Europe, le général Ben Hodges, venait de visiter l'Ukraine, décorant des soldats ukrainiens et leur promettant des formateurs. Il faisait cela en dehors de l'OTAN, a déclaré Friedman, parce que l'adhésion à l'OTAN nécessitait une approbation à 100% et que l'Ukraine risquait de se voir opposer son veto, de sorte que les États-Unis avançaient seuls.

Ce que les États-Unis redoutent depuis longtemps, a déclaré Friedman, c'est la combinaison du capital et de la technologie allemands avec les ressources et la main-d'oeuvre russes. Le gazoduc Nord Stream allait dans cette direction, vers des accords commerciaux et de sécurité mutuels qui ne nécessiteraient plus ni le dollar ni l'OTAN.

« Pour la Russie, le statut de l'Ukraine est une menace existentielle. Et les Russes ne peuvent pas se permettre de la négliger ». Pour les États-Unis, en revanche, il s'agit d'un moyen de parvenir à une fin : séparer la Russie de l'Allemagne..

Friedman a conclu en disant que la grande question était : comment les Allemands vont-ils réagir ?

Jusque-là, les dirigeants allemands ont réagi comme les dirigeants fidèles d'un pays sous occupation étatsunienne - ce qui est bien le cas.

## Le mouvement pacifiste allemand une menace

Tout signe de sympathie avec la Russie a été tellement diabolisé, réprimé, voire criminalisé depuis le début de l'invasion russe le 24 février 2022, que la plupart des manifestations allemandes ont initialement évité de prendre position sur la guerre et se sont concentrées sur les difficultés économiques causées par les sanctions.

Le 25 janvier de cette année, le chancelier Olaf Scholz a cédé à la pression américaine pour envoyer des chars allemands Leopard 2 en Ukraine, à peu près au même moment où la ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock, du Parti vert, a déclaré avec désinvolture lors d'une réunion internationale : « Nous menons une guerre contre la Russie. »

## Cela a poussé les gens à l'action.

Des manifestations spontanées ont éclaté dans les grandes et les petites villes de toute l'Allemagne avec des slogans tels que « Ami (Usaméricains) go home ! », « Les Verts au front ! », « Faites la paix sans les armes allemandes ». Les orateurs ont condamné les livraisons de chars pour avoir « franchi une ligne rouge », ont accusé les États-Unis de forcer l'Allemagne à entrer en guerre avec la Russie et ont appelé à la démission de Baerbock.

La vague de manifestations a culminé un mois plus tard, le 25 février, lorsque jusqu'à 50 000 personnes se sont ralliées au « Soulèvement pour la paix » (*Aufstand für Frieden*) à Berlin, à l'initiative de deux femmes, la politicienne de gauche Sahra Wagenknecht et l'écrivain féministe et éditrice, Alice Schwartz.

A demonstration in Berlin on February 25, initiated among others by the left-wing politician Sahra Wagenknecht, took a stand against further arms deliveries to Ukraine. [#Germany #PoliticalWar pic.twitter...](#)

â€” Rossa Primavera International News (@NewsFromDonbass) February 25, 2023

Plus d'un demi-million de personnes ont signé leur « Manifeste pour la paix » appelant le chancelier Scholz à « arrêter l'escalade des livraisons d'armes » et à travailler pour un cessez-le-feu et des négociations. Les organisateurs ont appelé à la reconstruction d'un mouvement pacifiste allemand massif, sur le modèle du mouvement anti-missiles nucléaires des années 1980 qui a conduit à l'acceptation par la Russie de la réunification allemande.

Cependant, la construction d'un mouvement pour la paix en Allemagne se heurte aujourd'hui à de nombreux obstacles. Sous occupation militaire US depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les institutions et les médias allemands sont imprégnés d'influence américaine, tout comme l'ordre juridique. Paradoxalement, l'emprise américaine transatlantique ne semble s'être resserrée que depuis la réunification allemande.

## La surveillance des « extrêmes »

L'Allemagne surveille « l'extrémisme » politique par le biais d'une agence de renseignement intérieure, l'Office fédéral pour la protection de la Constitution, BfV (*Bundesamt für Verfassungsschutz*). Bien que l'Allemagne n'ait pas de constitution à proprement parler, elle dispose d'une Cour Constitutionnelle forte conçue spécifiquement pour empêcher tout retour aux pratiques de pouvoir nazies.

Au lieu d'une constitution, une loi fondamentale transitoire approuvée par les puissances occupantes occidentales (États-Unis, Grande-Bretagne et France) en 1949 a permis à la République fédérale d'assumer le gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest. Lors de la réunification, la loi fondamentale a été étendue à toute l'Allemagne.

Dans l'esprit de « l'antitotalitarisme » libéral, le BfV surveille à la fois « l'extrémisme de gauche » et « l'extrémisme de droite » comme des menaces potentielles. « L'extrémisme islamique » a été plus récemment placé sous tutelle. L'implication politique sous-jacente est que « l'extrémisme de droite » désigne des tendances nazies, tandis que « l'extrémisme de gauche » penche vers le communisme de style soviétique.

Cette topographie politique du XXe siècle établit implicitement « le centre » comme un intermédiaire innocent où les citoyens peuvent se sentir à l'aise. Même le militarisme le plus radical n'est pas « extrême » dans ce schéma des choses.

L'article 5 de la Loi fondamentale accorde aux individus le droit d'exprimer leurs opinions, mais il existe de nombreuses limitations dans le Code Pénal, avec des peines pour « incitation à la haine », pour racisme, antisémitisme, et des peines de prison pour négationnisme. Sont également interdits la propagande ou les symboles d'organisations « inconstitutionnelles », le dénigrement de l'État et de ses symboles, le blasphème contre les religions établies et surtout le non-respect de la « dignité humaine ».

Bien sûr, ce qui compte dans toutes ces lois, c'est la façon dont elles sont interprétées. L'interdiction de « récompenser et approuver des crimes » (article 140), qui devait initialement s'appliquer aux condamnations pour des crimes civils violents, a maintenant été étendue à la sphère géopolitique, à savoir en interdisant « l'approbation ou le soutien » à ce qu'elle appelle « la guerre d'agression ».

Le discours de l'activiste anti-guerre Heinrich Bücker à Berlin le 22 juin dernier appelant à de bonnes relations avec la Russie à l'occasion de l'anniversaire de l'invasion nazie de l'Union soviétique en 1941 a été condamné par un tribunal de Berlin pour avoir « approuvé le crime d'invasion de la Russie ». En pratique, tout effort visant à clarifier la position russe en se référant à l'expansion de l'OTAN et aux attaques du régime de Kiev contre le Donbass depuis 2014 peut être interprété comme une telle « approbation ou soutien ».

?? Breaking

An anti-war activist in Germany has been convicted for speaking out about German involvement in the war with Russia.

**He said :**

« We Germans must never again be involved in a war against Russia »

Anti-war views are being criminalized. <https://t.co/UghDrgJPJI> [pic.twitter...](#)

â€” [Andre Damon \(@Andre\\_Damon\)](#) January 31, 2023

Inutile de dire que les Allemands n'ont jamais été menacés de poursuites pénales pour avoir approuvé les invasions américaines du Vietnam, de l'Irak ou de l'Afghanistan, encore moins le bombardement totalement agressif et illégal de la Serbie en 1999, auquel ils ont participé avec enthousiasme. Largement célébrée comme un acte humanitaire louable, cette campagne de bombardements, tuant des civils et détruisant des infrastructures, a forcé la Serbie à autoriser l'OTAN à occuper sa province du Kosovo, où les Etats-Unis ont construit une immense base militaire. Les rebelles albanais de souche ont déclaré leur indépendance et des milliers de non-Albanais ont été chassés.

## La police allemande applique la conformité centriste

Alors que les manifestants se rassemblaient pour la manifestation « Soulèvement pour la paix » à Berlin, un organisateur est apparu sur la plate-forme des orateurs pour lire une longue liste de choses interdites par la police. La liste comprenait de nombreux symboles ou signes liés à l'Union Soviétique, à la Russie, à la Biélorussie ou au Donbass ; chansons militaires russes ; « l'approbation de la guerre d'agression menée actuellement par la Russie contre l'Ukraine », etc.

La veille, la police berlinoise avait remis aux organisateurs une explication détaillée justifiant ces interdictions, précisant que « la sécurité publique était en danger imminent ». La police a déclaré que selon leurs informations, « les participants à votre réunion seront principalement composés de personnes ayant une attitude fondamentale de la vieille gauche, pro-russe, contre les livraisons d'armes du gouvernement allemand à l'Ukraine, contre la géopolitique de l'Occident / des États-Unis, et contre l'OTAN en général. »

La police avait des raisons de croire que la réunion du 25 février attirerait des participants « très hétérogènes » « avec leurs propres opinions (« délégitimant l'État » ; « conspirationnistes », « partisans du régime de Poutine », etc.

## La menace transversale



**Ernst Thälmann, leader du Parti Communiste Allemand (KPD) de l'époque de Weimar, au centre, le poing levé, et des membres de l'Alliance des combattants du front rouge (RFB), défilant à Berlin, 1927.**

(Bundesarchiv, CC-BY-SA 3.0, Wikimedia Commons)

La police faisait référence à une réunion comparable un mois plus tôt, le 27 janvier, dont les organisateurs avaient été accusés par des groupes de gauche et antifascistes d'avoir « toléré des « *Querdenker* » et des gens de droite lors de leur réunion ». Un *Querdenker* est celui qui franchit les lignes de front ennemies entre la gauche et la droite,

un délit appelé « front croisé », également désigné comme « rouge-brun ».

Ce qui est remarquable, c'est qu'en Allemagne, l'establishment, les médias, le BfV et notamment la police ont repris ce terme avec le même opprobre que le mouvement Antifa, où il est utilisé avec ostentation pour faire respecter la pureté idéologique de la gauche. Au départ, il signifiait une appropriation par la droite de thèmes de gauche destinés à séduire et à induire en erreur les gauchistes dans des associations fascistes. La base historique du terme réside dans les tentatives infructueuses de coalition de la droite à la fin de la République de Weimar dans un contexte de rivalité intense entre de puissants mouvements nazis et communistes se disputant le soutien de la classe ouvrière, une situation politique totalement différente à celle d'aujourd'hui.

En l'absence d'un mouvement nazi ou communiste fort, le terme est couramment utilisé pour dénoncer toute coopération, voire tout contact, entre gens de gauche et les mouvements ou individus qualifiés d'« extrême droite ». Cette étiquette n'est souvent fondée que sur une opposition à une immigration illimitée, dénoncée comme du racisme.

Selon cette norme, le parti d'opposition Alternative pour l'Allemagne (AfD) (avec 78 sièges sur 736 au Bundestag actuel) est « d'extrême droite ». Étant donné que la plupart des membres du Bundestag qui critiquent l'armement de l'Ukraine sont issus soit du parti Die Linke (gauche) soit de l'AfD, la vigilance anti-transversale condamne par avance une opposition anti-guerre large et ouverte.

## Évaluations subjectives par la police



**La police anti-émeute allemande lors des manifestations de 2017 à Hambourg contre la réunion du G20.**  
(t-h-s -, CC BY 2.0, Wikimedia Commons)

Selon l'avertissement de la police de Berlin du 24 février, « L'approbation de la guerre d'agression contre le droit international, que la Fédération de Russie mène actuellement contre l'Ukraine, est punissable en vertu de l'article 140... » Une telle approbation peut être exprimée non seulement par des mots mais par plusieurs signes et symboles. En particulier, l'affichage de la lettre « Z » (supposément représenter l'expression russe za pobyedu - pour la victoire) constituerait une infraction pénale.

Plus farfelu encore, le drapeau de la défunte URSS est également criminalisé, car, selon la police : « le drapeau de l'URSS symbolise une Russie à l'intérieur des frontières de l'ex-Union soviétique ». Ceci, selon la police de Berlin, «

est considéré par les experts comme le véritable objectif souhaité par le président russe Vladimir Poutine » et explique son attaque contre l'Ukraine.

« Les présentes restrictions ne sont expressément pas dirigées contre le contenu des manifestations d'opinion, qui ne peuvent être empêchées dans le cadre de l'article 5 de la Loi fondamentale, mais visent, d'un point de vue contextuel, à empêcher votre rassemblement, dans le manière dont il est conduit, d'être propice à transmettre une disposition à utiliser la violence et d'avoir ainsi un effet intimidant, ou de violer la sensibilité morale des citoyens et les opinions sociales ou éthiques fondamentales d'une manière significative ».

## Une manifestation prudente

Le « Soulèvement pour la paix » n'a finalement offert aucune possibilité d'interventions policières ou d'arrestations. Comme le « Manifeste pour la paix », les discours allemands ont largement évité les références aux provocations des Etats-Unis et de l'OTAN qui ont mené à la guerre.

Seul Jeffrey Sachs, dont le discours d'ouverture en anglais a été diffusé à la foule sur un écran, a osé parler du contexte de l'invasion russe : le coup d'État de Kiev en 2014, l'armement de l'Ukraine par les Etats-Unis, l'opposition US aux négociations de paix, la probabilité que les États-Unis étaient responsables de l'explosion des pipelines *Nord Stream* et d'autres faits susceptibles de heurter certaines sensibilités. Mais il n'y avait aucune chance que la police de Berlin arrête Sachs, qui n'était pas en Allemagne.

Jeffrey Sachs hold an online speech in today's peace demonstration in Berlin. #b2502

More : <https://t.co/FGbmEbjBP> pic.twitter...

â€” Kevork Almassian ????? (@KevorkAlmassian) [February 25, 2023](#)

Les autres orateurs ont largement ignoré les origines de la guerre, se concentrant plutôt sur les craintes de savoir où elle pourrait mener : une escalade constante des livraisons d'armes, voire une guerre nucléaire. La foule immense était emmitoufflée contre le froid glacial et la neige légère. Les drapeaux représentaient principalement des colombes de la paix, et les slogans appelaient à la diplomatie, à des négociations de paix au lieu de livraisons d'armes, à éviter une guerre nucléaire. Les néo-nazis et les extrémistes de droite ont été déclarés indésirables et ont dû venir déguisés car ils étaient à peine visibles. L'ensemble de l'événement aurait difficilement pu être plus sage et respectable.

## Attaquer Wagenknecht

Malgré toute cette gentillesse, la manifestation et ses organisateurs ont été violemment attaqués par les politiciens et les médias. [Sahra Wagenknecht](#) est une figure populaire, expulsée de son Parti de gauche (*Die Linke*) en déclin par des dirigeants qui ont tendance à suivre des Verts de plus en plus belliqueux, dans l'espoir d'être inclus dans des gouvernements de coalition de gauche.

Wagenknecht, mariée à Oskar Lafontaine, qui, en tant que leader social-démocrate, a joué un rôle important dans le mouvement antimissile des années 1980, se prépare à fonder son propre parti. Cela comblerait un vide béant dans la scène politique allemande actuelle : un parti anti-guerre résolument à gauche. Elle doit donc être vue comme la principale menace politique pour la coalition en place.

Ainsi, Wagenknecht a été violemment attaquée pour le fait que ses discours anti-guerre aient été applaudis au parlement par des membres de l'AfD. Et bien qu'elle ait condamné à plusieurs reprises l'invasion russe pour violation du droit international, d'autres choses qu'elle a dites ont été décrites comme « proches du récit » du président russe Vladimir Poutine.

Malgré sa prudence, on lui reproche de « comprendre » le point de vue russe - ce qui est inacceptable.

Dans un fameux article, le journaliste Markus Decker a qualifié Wagenknecht d'ennemi le plus influent de la démocratie en Allemagne. Wagenknecht, a-t-il écrit, « est l'incarnation personnifiée de ce contre quoi les agents du renseignement ont mis en garde depuis des années : l'effacement des frontières entre les franges politiques et les extrêmes ».

Kundgebung am BRB Tor war Riesenerfolg & größte [#Friedenskundgebung](#) seit Jahren. Versuche, sie kleinzureden oder zu diffamieren, werden nicht funktionieren. Danke an alle, die gekommen sind ! Meine Rede auf der Kundgebung : [<https://t.co/umAPY5H0Gw> pic.twitter.com/mnWcb0xqIT]

â€” Sahra Wagenknecht (@SWagenknecht) [February 27, 2023](#)

[**Traction du tweet de Sahra Wagenknecht** : « Le rassemblement à l'entrée de la BRB a été un énorme succès et le plus grand rassemblement pour la paix depuis des années. Les tentatives de les rabaisser ou de les diffamer ne fonctionneront pas. Merci à tous ceux qui sont venus ! Mon discours au rassemblement »]

En d'autres termes, elle devrait être surveillée par le BfV en tant que sponsor du redoutable « rouge-brun ». « Avec Wagenknecht, qui brouille systématiquement les frontières entre dictature et démocratie depuis le début de l'attaque russe contre l'Ukraine, il ne s'agit pas de paix. Il s'agit de destruction de la démocratie. Wagenknecht est probablement son ennemi le plus influent en Allemagne », écrit Decker.

Au cours des dernières années, alors que l'hostilité envers la Russie se développait en Occident, le dogme d'exclusion Antifa s'est renforcé au sein de la gauche. Le résultat est que la gauche est moins intéressée à gagner les conservateurs qu'à les exclure. Il s'agit d'une sorte de politique identitaire essentialiste : toute personne « de droite » doit être par nature un ennemi irréconciliable.

Il n'est pas question d'imaginer que certaines personnes votent peut-être pour l'Alternative pour l'Allemagne parce qu'elles se sentent abandonnées par d'autres partis, par exemple par *Die Linke*. Cela pourrait être particulièrement vrai en Allemagne de l'Est, où les deux partis ont des racines.

## La liberté d'opinion menacée

Le 15 mars, un groupe d'artistes et d'intellectuels de gauche a publié une pétition appelant à la défense de la liberté d'expression :

« L'Allemagne est dans une crise profonde. ... La désinformation et la manipulation de la population déterminent largement la culture médiatique actuelle. Quiconque ne partage pas l'opinion officielle prescrite sur la guerre en Ukraine, la critique et le fait savoir publiquement, est diffamé, menacé et sanctionné ou ostracisé. ... Dans une telle atmosphère, les débats ouverts, l'échange et la présentation de points de vue divergents dans les médias, la science, l'art, la culture et d'autres domaines ne sont plus guère possibles. Une véritable formation libre de l'opinion en sopesant différents arguments est impossible. Préjugés et ignorance, mais aussi intimidation, peur, autocensure

et hypocrisie en sont les conséquences. Ceci est incompatible avec la dignité humaine et la liberté personnelle. »

Le mois dernier, la ministre fédérale de l'Intérieur Nancy Faeser (SPD) a présenté une nouvelle loi permettant de révoquer les « ennemis de la Constitution » de la fonction publique par un simple acte administratif. « Nous ne permettrons pas que notre État constitutionnel démocratique soit saboté de l'intérieur par des extrémistes », a déclaré Faeser. Mais selon l'Association des fonctionnaires allemands, le projet de loi « envoie un message de méfiance envers à la fois les employés et les citoyens ».

Une atmosphère de guerre est censée unir une nation. Mais imposée artificiellement, elle expose et crée de profondes divisions.

**Diana Johnstone\***

\* **Diana Johnstone** est une universitaire et journaliste étasunienne. Diplômée d'études slaves, elle a obtenu son doctorat à l'Université du Minnesota. Journaliste à l'Agence France Presse dans les années 1970, elle a séjourné en France, en Allemagne et en Italie, avant de s'installer définitivement à Paris en 1990. Auteur de « [Fools' Crusade : Yugoslavia, NATO, and Western Delusions](#) » ; de « Reine du Chaos : les Méaventures de Hillary Clinton », a été publié par *CounterPunch* en septembre 2015 ; de « From MAD to Madness. Inside Pentagon Nuclear War Planning » avec Paul H. Johnstone ; de *Circle in the Darkness : Memoirs of a World Watcher*, Clarity Press, 2020.

[Consortium News](#)

Original : « [Germans Down & Russians Out](#) »

Traduction [Arrêt sur info](#)

[Arrêt sur info](#). Suisse, le 22 mars 2023.